

Tunis, le 10 octobre 2018

Des ONG tunisiennes exigent une enquête internationale indépendante sur la disparition forcée du journaliste saoudien Jamal Khashoggi et son assassinat probable dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul

Les organisations non-gouvernementales tunisiennes soussignées joignent leur voix à celles des organisations internationales de défense des droits de l'homme et à celle du rapporteur spécial des Nations Unies pour la liberté d'opinion et d'expression pour exiger que l'on diligente une enquête internationale indépendante et urgente sur la disparition forcée du journaliste saoudien Jamal Khashoggi et son assassinat probable dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul, où il était entré le 2 octobre courant.

Elles considèrent que toute tentative pour empêcher cette enquête indépendante et urgente comme un feu vert donné aux autorités saoudiennes par les Etats, qui les fournissent en armes, et à leur tête les Etats-Unis d'Amérique, pour faire taire le plus grand nombre de saoudiennes et de saoudiens parmi les défenseurs de la liberté d'expression et de presse et des droits de la femme et pour continuer à perpétrer des crimes de guerre au Yémen et ce qui en résulte comme les meurtres aveugles des civils, la propagation des épidémies et la généralisation de la famine dans le pays le plus pauvre de la région arabe.

Les organisations non-gouvernementales tunisiennes expriment, d'autre part, leur vive préoccupation pour la participation, en Tunisie au début du mois courant, de forces armées tunisiennes à des manœuvres militaires aériennes avec des forces armées saoudiennes, les premières du genre depuis l'indépendance. En outre, elles mettent en garde contre le danger que représente cette coopération et ce rapprochement avec un Etat replié sur lui-même que de nombreux rapports des organisations des droits de l'homme et les études scientifiques signalent comme un Etat de plus en plus tyrannique, de plus en plus hostile à ceux qui appellent à l'interprétation des textes religieux et aux réformes politiques, même s'ils font partie de la dynastie des Al Saoud, et amassant de plus en plus de nouvelles armes de destruction massive et les armes de la répression et de la censure.

Les associations signataires:

- Association tunisienne de défense des valeurs universitaires.
- Association tunisienne des femmes démocrates
- Association vigilance pour la démocratie et l'Etat civique
- Centre de Tunis pour la liberté de la presse
- Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie

- Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux
- Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme
- Organisation contre la torture en Tunisie
- Syndicat national des journalistes tunisiens
- Union tunisienne des médias associatifs